

## L'alternative écologiste: retour sur un échec électoral

**L'insuccès de l'Entente des Écologistes aux élections législatives de Mars 1993 mérite d'être médiatisé. Certes, les élections ne sont qu'une partie de la vie politique. Cependant, ceux qui, comme moi, au sein des Verts et plus particulièrement chez ceux que certains appellent "la gauche des Verts", avaient axé leur stratégie sur "l'émergence d'un pôle écologique fort", ont le devoir de tirer publiquement leur bilan.**

J'ai expliqué ailleurs<sup>1</sup> pourquoi il était nécessaire que s'affirme un pôle écologiste regroupant les radicaux, les «verts foncés» (*Les Verts*), et les modérés, les «verts pâles» (*Génération Écologie*), et non pas un «pôle radical à la gauche de la gauche» (les rouges foncés plus les verts foncés). Je pense en effet que, dans la nécessaire recomposition d'un «champ progressiste», il est avant tout nécessaire de reconstruire la notion même de progrès: rompre avec le tout-à-l'État et avec le productivisme, restructurer la pensée progressiste autour d'un nouveau paradigme écologiste. La stratégie de candidature unique des écologistes aux élections législatives était un premier pas dans ce sens... même si cela devait nous valoir des tiraillements avec nos amis «rouges» qui avaient lutté avec nous contre la Guerre du Golfe ou contre Maastricht à partir d'autres présupposés.

À quatre mois de distance, l'amertume s'estompe, les faux sujets de rancœur s'éteignent, la fatigue s'efface. D'autant que les politologues nous ont gentiment consolés: «Voyons! C'est pas si mal, 7, 8%, pour une première vraie apparition dans un scrutin de ce type. « Ainsi, explique Guillaume Sainteny, il faut prendre en compte le résultat d'ensemble des écologistes, toutes dissidences – incompréhensibles au commun des électeurs – confondues: c'est à dire le chiffre de 11, 6%. Ensuite, il faut le rapprocher des résultats des précédentes législatives: 4% en moyenne là où les écologistes se présentaient, ou même des cantonales de 1992, élection comparable par le mode de scrutin et par le poids des «notables sortants»: 10% en moyenne là où il y avait des candidats. En outre, là où les écologistes (deux!) ont franchi la barre du premier tour, elles s'en sont plutôt bien tirées: 49, 5 % pour Dominique Voynet, sur la ville de Dôle, 60% dans les quartiers populaires.

Bref, il est temps d'analyser cet échec en trompe-l'oeil à tête reposée, dans sa dimension la plus théorique possible, c'est-à-dire en en tirant les conséquences les plus utiles pour la suite, parce que les plus généralisables. Des causes les plus évidentes aux causes les plus profondes.

### 1. Les candidatures de diversion

Le tort fait à l'Entente est réel et plus grave qu'il n'apparaît dans la simple addition des votes sur étiquettes écologistes. Les «petites candidatures» nous ont pris 4% sur 12, soit un tiers des voix qui ont quand même voté écologiste. Mais combien n'ont pas voté écologiste «parce qu'il n'y avait finalement pas d'unité»? Globalement, la division a eu un effet dévastateur, et nous laisse deviner l'effet de «primaires» Verts-GE systématiques. Bon, et alors?

Alors, il faut s'attendre à l'avenir à ce que ça recommence. Le PS (ou la SFIO), comme le PCF, comme le FN, ont appris à vivre avec des candida-

tures et des petits partis dissidents. Il y a place pour une «écologie» réactionnaire à côté de nous (CNPT, PPDA), il y a place pour des mouches du coche de gauche (AREV), et on n'y pourra rien, sauf être meilleurs, plus implantés qu'eux, et en ce sens ils nous sont utiles: ils nous interdisent la facilité. Il faut apprendre à vivre avec 4% de pertes, il faut apprendre à réduire ces 4%. Il faut commencer par être intraitables avec nos propres dissidences, il faut apprendre qu'il y a des dissidences légitimes (contre Lionel Stoléru).

### 2. La faiblesse des leaders médiatisés

Antoine Waechter a été... comme d'habitude, Brice Lalonde plus exécutable que prévu. Dominique Voynet a été entre «assez bonne» et «très bonne», mais a disparu des médias entre la mi-février et la dernière semaine. En fait, la campagne nationale (et les affiches censées nous «identifier»), ce fut Brice, avec Antoine en petit frère jaloux: les *Guignols de l'Info*. Les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui, ce désastre médiatique ne pouvait pas ne pas avoir d'effet sur les votes locaux. En outre, peu de candidats, et même de porte-parole, s'étaient préparés à porter un discours aussi «hard» que le partage du travail ou le vote des étrangers.

On pourrait se contenter de dire que, Dominique Voynet étant évidemment la seule à pouvoir contrebalancer Brice Lalonde, les Verts auraient dû la pousser au lieu d'Antoine Waechter. Mais réduire le problème à une rivalité de personnes (Antoine et Brice, alliés objectifs, masculins et modérés, contre Dominique, femme et radicale) est insuffisant. En fait, c'est tout le problème de la lutte pour l'hégémonie au sein d'une alliance qui est posé.

Nous avons décidé, et nous avons eu raison, de jouer la stratégie du «pôle écologiste fort», c'est-à-dire de jouer les écologistes «modérés et radicaux» contre les autres. Nous aurions pu jouer d'autres stratégies: les Verts tout seuls ou les Verts alliés aux autres «oppositions radicales». Cette dernière stratégie (prolongement naturel des convergences contre la Guerre du Golfe ou contre l'Europe des capitaux) aurait été plus facile, mais... nous aurions laissé tomber l'écologie!

Il fallait en effet jouer l'unité des écologistes. Mais alors sous la direction des radicaux (les Verts). Et la conquête de cette hégémonie était l'enjeu d'un combat qui aurait dû commencer dès novembre. Par le choix de porte-paroles capables de clouer le bec à Brice ou de se dissocier de ses palinodies. Mais surtout, dès novembre, en poursuivant le débat pour l'enrichissement du «programme commun» bien au-delà du programme minimum de l'Entente. En menant le débat à la base, pour «séduire» les militants de GE en démontrant qu'en tant qu'écologistes les Verts avaient plus de choses à proposer, et plus précises, que Brice Lalonde ou Lionel Stoléru (et

<sup>1</sup> *Vert-espérance. L'avenir de l'écologie politique*, éd. La Découverte.

finalement c'est cela que les Verts ont le mieux fait, d'où leur succès relatif parmi les candidats de l'Entente).

Au lieu de quoi, l'Entente s'est trouvée placée, médiatiquement et programmatiquement, sous l'hégémonie de son aile la moins radicale, la plus prompte à effacer ce qui l'opposait à ses adversaires productivistes, à laisser entendre qu'elle était prête à gouverner avec n'importe qui et à n'importe quelles conditions.

### 3. L'absence d'une option de gouvernement

Nous arrivons ici au problème le plus difficile, et provisoirement insoluble.

Un scrutin législatif majoritaire, dans un régime parlementaire (et c'est le cas en France, de façon moins nette mais tout aussi réelle qu'en Grande Bretagne), c'est un scrutin dans lequel l'électorat choisit directement à qui il confie le pouvoir. C'est la seule vraie question posée. L'existence (en France) du vote à deux tours permet, au premier tour, d'introduire des nuances (pour le PS contre le PCF, pour le RPR contre l'UDF) à l'intérieur des coalitions majoritaires.

Un scrutin proportionnel, au contraire, vise à constituer un législatif-microcosme, où se négocient les compromis qui ne peuvent pas se négocier directement entre tous les citoyens. On peut se présenter à un scrutin proportionnel en disant: «Voilà ce que nous voulons en général. Nous essaierons, une fois élus, de faire passer le plus de choses possible en fonction du rapport de force que nous aurons obtenu. » À un scrutin majoritaire, ce discours est complètement hors de propos. Et pour deux raisons:

– On ne dit pas comment on peut être élu en rassemblant au delà de ceux qui partagent nos idées, et qui votent déjà pour nous au premier tour.

– On ne dit pas à quoi on pourra servir si par hasard on est élu quand même.

On ne peut affronter avec quelque espérance de succès un scrutin majoritaire que si l'on indique qui, parmi ceux qui sont différents de soi, on veut rassembler autour de soi au second tour, et avec qui, de ceux qui sont différents de soi, on pourrait quand même gouverner.

Or, même si l'on pense (et même Antoine Waechter le pense) que ceux qui sont prêts à voter un jour pour les écologistes sont plutôt à gauche, et que ceux avec qui ces derniers seront un jour appelés à gouverner sont effectivement dans l'arc défini par Michel Rocard (de Stasi à Fiterman: donc un peu plus à gauche que ne le pense Brice Lalonde), il est évident que, ni Rocard, ni Stasi ni Fiterman ne s'étant prononcés assez à temps ni assez clairement sur l'anti-productivisme et sur une politique de partage, il était impossible pour les écologistes, à trois mois des élections, de rompre avec le «ni-ni». Et si, à partir de février, on a vu une partie de ces éventuels partenaires entrer (verbalement) dans leur champ d'attraction idéologique, il était impossible de faire fond sur cette tardive ébauche de conversion.

Donc les écologistes étaient condamnés à jouer

cette élection majoritaire à contre-emploi, comme une proportionnelle, et nous ne pouvions que la perdre. Aussi devons-nous considérer que notre score était malgré tout honorable. Dans cette perspective, les tours de girouette de Brice Lalonde, les écarts par rapport au dogme du ni-ni d'Antoine Waechter et de Dominique Voynet, sont eux-mêmes excusables: ils avaient une mission impossible et devaient de temps en temps revenir au principe de réalité, c'est-à-dire bricoler une réponse à la question posée: «Quel est votre projet de majorité gouvernementale? Sinon pour demain, au moins pour après-demain?»

La faute impardonnable de Brice Lalonde, c'est d'avoir laissé entendre que l'on pouvait même gouverner avec la droite, alors que sur aucun (aucun!) des points du programme des écologistes, la droite n'a esquissé, même verbalement, le moindre rapprochement.

Les fautes d'Antoine Waechter et de Dominique Voynet sont beaucoup plus relatives. Ils ont mal géré la communication de l'idée que, tout en ne faisant pas du clivage gauche-droite un tabou, nous ne pouvons pas, pour des raisons réelles, envisager de gouverner avec la droite.

Le succès magnifique de Dominique Voynet, c'est d'avoir prouvé sa capacité, dans sa circonscription, à rassembler autour d'elle, au delà de l'électorat écologiste, la totalité de «l'espace progressiste», et même d'arracher une (petite) partie des votes de droite. Pour reprendre l'image d'un intervenant au Conseil National des Verts, elle a su opposer, «au baiser qui tue» du PS, le «baiser qui fait vivre» des Verts.

### 4. La faiblesse de notre posture protestataire

Ce qui vient d'être dit explique à 90% notre échec, comme il explique l'échec du FN et le déclin du PCF. Mais il n'explique pas que les écologistes aient fait tellement plus mal que le FN et même que le PCF.

C'est que, même en scrutin majoritaire, on peut adopter, avec au moins un succès d'estime, une posture minoritaire: exprimer le cri des opprimés, le vote protestataire. Ce vote protestataire peut même être majoritaire dans une circonscription, à condition que la protestation soit assez «constructive» pour offrir le projet d'une contre-société locale, fière d'être dans l'opposition. Un «vote camisard» en quelque sorte, qui fait la force des vieux bastions PCF<sup>2</sup> et qui, Dieu merci, n'existe pas (encore?) au profit du FN, même si le FN fait globalement plus de voix que le PCF.

La chance conjoncturelle de la droite, c'est qu'elle a pu cumuler un vote protestataire anti-PS et une alternative gouvernementale.

La stratégie constante des partis du mouvement ouvrier a été de présenter une posture protestataire comme débouchant naturellement sur une issue majoritaire, soit par la rupture révolutionnaire (PCF), soit par l'accès à la majorité parlementaire sociale-démocrate: le changement politique n'étant qu'un passage de la lutte revendicative au niveau supérieur.

2. C'est la raison pour laquelle, à Arcueil-Villejuif, je ne pouvais qu'affirmer que, «pour ma part, je voterais pour battre la droite au second tour», même si cela voulait dire que je voterais Marchais. Le dire publiquement n'était pas un «appel à voter Marchais»: nos électeurs sont majeurs! C'était au contraire leur dire où moi je me situais, au sein d'une circonscription qui ne voulait pas se donner à la droite: dans l'opposition résolue à l'inévitable majorité de droite. Un vote «régionaliste» en quelque sorte... C'était — à plus long terme — réaffirmer qu'il ne s'agissait pas pour moi de «battre Marchais» (ce qui était la seule ambition de tous les autres), mais de substituer à une fausse espérance rouge... l'espérance verte.

L'option du FN est d'offrir un réceptacle au vote protestataire sans espérance, au vote du ressentiment.

Pour les écologistes, le problème est extrêmement plus difficile. Notre refus de la démagogie nous interdit en effet la stratégie protestataire de la droite et du PCF. Nous cherchons à convaincre nos citoyens qu'il faudra que chacun d'entre nous change un peu, renonce à certaines exigences déraisonnables, à certains comportements nuisibles, pour que nous puissions tous ensemble nous en tirer (et, avec nous, la vie sur la Terre, et, après nous, les générations futures).

Quant à notre faiblesse par rapport au vote protestataire FN, c'est qu'il est tout simplement plus difficile de partager l'amour que de partager la haine...

Plus profondément encore, nous ne pouvons défendre aucun intérêt immédiat d'un groupe social particulier en le présentant comme l'intérêt général à long terme, ce qui fut la stratégie du socialisme (en faveur des salariés) et reste celle du libéralisme (en faveur des entrepreneurs). Nous défendons un intérêt général de long terme contre une foule d'intérêts immédiats particuliers.

Pourtant lorsque les sondages nous donnaient à 19%, ils nous donnaient à 28% chez les ouvriers. Mais finalement, nous qui offrons la politique la plus «pro-chômeurs» (le partage du travail), nous avons été battus par le FN même chez les chômeurs! Et cela alors même que nos propositions de partage du travail étaient devenu majoritaires dans les sondages.

À l'évidence nous avons failli incarner un vote protestataire en l'orientant vers un débouché positif, constructif, solidaire. Si nous avons failli le faire, c'est que c'était possible et que nous n'avons pas su le faire.

D'abord, nous aurions dû assumer plus clairement un posture protestataire face à tout ce que nous analysons comme contraire aux exigences écologistes et qui a déjà des effets nocifs immédiats sur «les masses». En fait, c'est ce que nous parvenons à faire dans certaines luttes environnementalistes, ou contre le GATT et la PAC, mais le gros «loupé» a été notre incapacité à nous porter à la tête d'un mouvement contre Maastricht, mais pour une Europe écologique et sociale, ce qui était parfaitement possible.

Ensuite, il est possible, dans la lutte quotidienne contre une société déchirée, d'être à la fois ceux qui incarnent la protestation contre cette déchirure et qui offrent des solutions partielles sur le terrain, pour ensuite présenter la lutte politique comme une lutte pour une extension de ces solutions. C'est là l'origine de l'enracinement (il y a cinquante ans!) du PCF dans ses bastions. Nous pouvons être, dès aujourd'hui, non pas le «parti des exclus et des chômeurs» (br. . .) mais le parti de ceux qui luttent au quotidien contre l'exclusion, le parti du développement communautaire alternatif, le parti des animateurs sociaux, le parti des entrepreneurs innovants, des syndicalistes du partage, de l'agriculture payanne. Le parti du cri de rage contre un monde insoutenable, mais en même temps de l'alternative au monde insoutenable.

Nous ne pouvons pas être le parti de la vie et de la

solidarité sans être d'abord concrètement le parti des écrasés et de ceux qui luttent, au quotidien, pour construire un autre monde.

L'enracinement dans les quartiers, dans les cantons, dans le monde associatif et les mouvements sociaux: telle est la voie unique, sans raccourci possible (médiatique ou intellectuel) pour échapper aux redoutables contradictions de la politique écologiste.

1 Vert-espérance. L'avenir de l'écologie politique, éd; La Découverte.

2 C'est la raison pour laquelle, à Arcueil-Villejuif, je ne pouvais qu'affirmer que, «pour ma part, je voterais pour battre la droite au second tour», même si cela voulait dire que je voterais Marchais. Le dire publiquement n'était pas un «appel à voter Marchais»: nos électeurs sont majeurs! C'était au contraire leur dire où moi je me situais, au sein d'une circonscription qui ne voulait pas se donner à la droite: dans l'opposition résolue à l'inévitable majorité de droite. Un vote «régionaliste» en quelque sorte... C'était – à plus long terme – réaffirmer qu'il ne s'agissait pas pour moi de «battre Marchais» (ce qui était la seule ambition de tous les autres), mais de substituer à une fausse espérance rouge... l'espérance verte. **M**

